

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

XVI.

Proposition relative à la revision de l'article 47 de la Constitution.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Nous inspirant de l'intérêt national, nous devons nous efforcer de trouver un texte de l'article 47 qui soit de nature à satisfaire, dans une large mesure, toutes les opinions.

Cela n'est assurément pas facile, mais cela n'est pas impossible, et avec de la bonne volonté, nous aboutirons.

Deux conditions paraissent indispensables pour obtenir ce résultat si éminemment désirable :

1° Ne mettre dans le texte constitutionnel aucune barrière à la plus grande extension possible du droit électoral, par conséquent à l'adoption, dans un avenir plus ou moins éloigné, du suffrage universel le plus étendu;

2° Permettre à la loi électorale de subordonner l'exercice du droit électoral à toutes les conditions de résidence, de capacité, que les législateurs trouveraient opportunes. Il faut que cela ne soit pas interdit. Le texte de l'article 47 ne doit pas être impératif.

En un mot, le desideratum est qu'il n'y ait de barrière ni dans un sens, ni dans un autre.

Mais des garanties doivent être inscrites dans la Constitution pour mettre la loi électorale à l'abri des coups de parti.

Ces garanties, on les trouvera dans la majorité des deux tiers, comme le propose l'honorable M. Nothomb; seulement il suffit, à mon avis, d'exiger cette majorité pour la Chambre des représentants.

Le suffrage universel, cela n'est pas contestable, est le système électoral de l'avenir ; qu'on le veuille ou non, il y a des courants d'opinion qu'il serait dangereux de combattre, et le courant démocratique est de ceux-là.

Les adversaires du suffrage universel, qui préconisent le système de l'habitation et de l'occupation, ne se font pas illusion à cet égard. Ils reconnaissent, implicitement tout au moins, que ce n'est qu'une étape.

La preuve en est dans leurs propositions mêmes, car ils s'efforcent d'étendre, autant que possible, le droit de suffrage, et ils n'insistent, évidemment, pour que les nouvelles bases du droit électoral soient inscrites dans la Constitution même, que dans l'espoir de retarder, autant que faire se pourra, l'avènement du suffrage universel par les difficultés d'une revision nouvelle.

Cela n'est pas, je pense, de bonne politique. Étant donné l'état de l'opinion publique, il serait très fâcheux d'inscrire dans la Constitution un texte établissant un régime électoral sans ampleur, restreint, et qui ne serait en quelque sorte, indirectement, que le maintien du régime censitaire.

J'estime que le principe du suffrage universel peut, sans inconvénient, être, dès aujourd'hui, inscrit dans la Constitution. C'est le programme de l'Association libérale de Charleroi ; je veux y rester fidèle.

J'accepte donc le § 1 de la proposition de MM. Janson et consorts :

« La Chambre des représentants est élue par le suffrage universel direct, »
qu'il vaudrait mieux, toutefois, rédiger ainsi :

« La Chambre des représentants se compose de députés élus par le suffrage universel direct », puisque cette rédaction se rapprocherait du texte actuel de l'article 47.

Mais je pense qu'il n'est pas admissible de laisser à la loi électorale le soin de déterminer l'âge auquel le droit électoral sera exercé, et de ne lui permettre, d'autre part, de fixer que les conditions de domicile et les catégories de citoyens qui, pour cause d'indignité, seront exclus du corps électoral, à titre définitif ou temporaire.

L'âge est pour moi une condition essentielle. Je l'ai toujours dit et notamment à une délégation de l'Association libérale de l'arrondissement de Charleroi, lorsqu'il s'est agi du choix à faire des candidats à la Chambre, aux dernières élections.

Toutes les constitutions fixent l'âge auquel les citoyens seront électeurs.

Il faut écarter du corps électoral ceux qui n'ont aucune expérience des affaires et connaissent bien peu les choses de la vie.

Si le Code civil a fixé la majorité à 21 ans pour les actes de la vie civile, il ne faut pas perdre de vue que le Code nous est venu de la France, et que dans ce pays on a dû tenir compte, pour fixer l'âge de la majorité, de la précocité des populations du Midi.

En Belgique, l'âge de la majorité devrait plutôt être reculé.

Je propose donc de dire :

Sont électeurs tous les Belges jouissant de leurs droits civils et politiques, âgés de 25 ans au moins, au moment où les listes électorales seront dressées.

Les autres conditions seraient déterminées par la loi électorale. Parmi ces conditions se place la capacité à côté de la résidence.

Personnellement, je ne suis point partisan de la condition de *savoir lire et écrire*.

Bien des citoyens ne sachant plus lire et écrire, en ayant perdu l'habitude, sont incontestablement aptes à exercer le droit électoral.

L'extension du droit de suffrage est faite surtout pour donner satisfaction à la classe ouvrière ; de même que, dans la loi sur les conseils de prud'hommes du 29 août 1889 (1), on a supprimé la condition de savoir lire et écrire, parce qu'elle était de nature à écarter d'excellents éléments de la classe ouvrière, il ne faut pas imposer la condition de savoir lire et écrire au moment de l'inscription sur les listes électorales.

C'est d'ailleurs trop vague, trop incertain, et c'est trop peu, si l'on veut exiger de l'électeur une véritable capacité intellectuelle au point de vue de l'instruction.

Mais il s'agit du texte à insérer dans la Constitution. Or, beaucoup de nos collègues ne consentiront à admettre le suffrage universel que s'il est entouré de garanties de capacité.

Il est donc nécessaire, pour qu'ils se rallient au nouvel article 47, qu'ils puissent trouver, dans la loi électorale, les conditions de capacité sans lesquelles ils n'adhéreront pas au suffrage universel.

Insérer ces conditions dans la Constitution est chose impossible ; cela exposerait à ne pas rallier au nouveau texte le nombre d'adhérents nécessaire. La même conséquence serait à craindre si l'on s'en tenait au texte proposé par MM. Janson et consorts.

Pour moi, le vote d'une loi décrétant l'instruction obligatoire, comme corollaire du suffrage universel, suffirait ; mais je pense que pour obtenir l'adhésion de ceux de nos collègues qui sont partisans convaincus du régime capacitaire, tel qu'il a été organisé par la loi de 1883, il est indispensable de laisser à la loi électorale la solution de cette question, de ne rien préjuger dans la Constitution.

C'est dans ce but que je propose de dire :

Toutefois la loi électorale pourra subordonner l'exercice du droit électoral à certaines conditions de résidence et de capacité.

La formule « *pourra* », etc., n'indique qu'une faculté pour le législateur. Si l'on disait : « *Les conditions de résidence et de capacité sont déterminées.....* », on imposerait au législateur l'obligation de déterminer certaines conditions, ou, du moins, on pourrait soutenir que la Constitution entend subordonner le droit de suffrage à des conditions de résidence et de capacité ne laissant au législateur que le soin de déterminer ces conditions, mais lui prescrivant d'en imposer.

(1) L'honorable M. Janson le faisait ressortir avec raison dans la conférence qu'il a donnée à Charleroi quelques jours avant les dernières élections.

Cette observation s'applique au paragraphe de la proposition Janson relatif aux citoyens à exclusion du corps électoral pour cause d'indignité.

Dire que la loi électorale énumère les catégories..., etc., n'est-ce pas décider implicitement qu'il doit nécessairement y avoir des catégories d'indignes? Je l'admets sans difficulté, mais, ici encore, mieux vaut tenir compte de l'opinion de ceux qui entendent n'exclure personne et leur permettre de voter l'article 47 en laissant à la loi électorale la solution des questions sur lesquelles l'accord est sinon impossible, du moins difficile.

Je propose donc de rédiger comme suit l'article 47 de la Constitution :

« La Chambre des représentants se compose de députés élus par le suffrage universel direct.

Sont électeurs tous les Belges jouissant de leurs droits civils et politiques, âgés de 25 ans au moins au moment où les listes électorales seront dressées.

Toutefois, la loi électorale pourra subordonner l'exercice du droit électoral à certaines conditions de résidence et de capacité, et déterminer les causes d'indignité qui excluent le citoyen du corps électoral à titre définitif ou temporaire.

La loi électorale étant une loi organique essentielle, aucune loi électorale ne sera promulguée, que si elle a été votée par la Chambre des représentants à la majorité des deux tiers des votants, les deux tiers des membres étant, d'autre part, présents au vote »

La loi électorale sera nécessairement votée en même temps que la révision et comme conséquence du nouvel article 47.

Elle devra donc réunir la majorité des deux tiers. En prévision de la négative, une disposition transitoire devrait être insérée dans la Constitution, aux termes de laquelle les élections continueront à avoir lieu conformément à la loi électorale en vigueur au moment de la révision.

Il me reste à m'expliquer sur les trois points principaux de la loi électorale :

- 1° La résidence;
- 2° La capacité;
- 3° L'indignité.

En ce qui concerne la résidence, il me paraît suffisant d'exiger une résidence fixe de deux ans — mais je ne voterais pas un terme plus court. Il importe en effet d'écarter les éléments en quelque sorte nomades, et une résidence de six mois, ainsi que le prescrit la loi française, prête à la fraude en permettant de transporter d'un point à un autre du territoire un certain nombre d'électeurs qui viendraient, dans une élection très disputée, emporter le vote si le résultat dépendait d'un nombre de voix restreint (le décret organique du 2 février 1852 n'exige, en effet, la réunion des conditions d'âge et de résidence qu'au moment de la clôture *définitive* des listes électorales).

Quant à la capacité, j'estime qu'il suffira de décréter l'instruction obligatoire, en adoptant des dispositions analogues à celles du projet de loi présenté par le Ministère libéral le 30 juin 1883.

Au bout d'un certain nombre d'années, la condition de savoir lire et écrire, en fait, sera réalisée.

Il est à remarquer que la proportion des illettrés tend à diminuer d'ailleurs très sensiblement.

En ce qui concerne les exclusions, j'estime qu'il faut exclure du corps électoral :

1° Les assistés; ils ne sont pas dans des conditions d'indépendance qui puissent inspirer confiance dans la liberté de leur vote;

2° Les condamnés à certaines peines.

On peut, sous ce rapport, prendre la loi française. Toutefois il me paraît qu'il faut se montrer plus sévère et ne pas faire dépendre l'exclusion de la durée de la peine, comme dans certains cas de cette loi, mais de la nature du délit.

Ce qui rend des citoyens indignes d'exercer le droit électoral, c'est, en effet, la perversité et l'esprit de fraude, notamment, que révèlent le crime ou le délit dont le citoyen s'est rendu coupable.

Il n'est pas inutile de résumer ici les cas d'exclusion prévus par la loi électorale française.

Sont exclus à titre définitif :

1° Ceux qui ont été condamnés à des peines afflictives ou infamantes, ou à des peines d'emprisonnement prononcées pour crimes à raison des circonstances atténuantes;

2° Les condamnés pour outrage public à la pudeur, ou pour attentat aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse;

3° Les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction des deniers publics;

4° Les condamnés du chef de vente ou débit des boissons falsifiées, contenant des matières nuisibles à la santé, du chef de tromperie sur le titre des matières d'or ou d'argent, la qualité des pierres, la nature de toutes marchandises, l'usage de faux poids ou de fausses mesures, lorsque la peine comminée est de trois mois de prison;

5° Les condamnés du chef de destruction volontaire des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, de titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge; du chef de détérioration à l'aide d'une liqueur corrosive, ou par tout autre moyen, des marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication; du chef de dévastation des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme; du chef de mutilation d'un arbre, coupé ou écorcé de manière à le faire périr; du chef de destruction d'une ou de plusieurs greffes; du chef d'empoisonnement des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, bestiaux, moutons, chèvres, porcs, poissons dans les étangs, viviers et réservoirs, lorsque la peine comminée dépasse trois mois de prison;

6° Les notaires, greffiers et officiers ministériels, destitués en vertu de jugements ou décisions judiciaires;

7° Les individus condamnés à plus de trois mois de prison du chef de délits électoraux (faux électeurs, soustraction de bulletins contenant les suffrages des citoyens, pression électorale, outrages envers des membres de bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions, etc.);

8° Les condamnés pour vagabondage et mendicité;

9° Ceux qui ont été condamnés pour avoir tenu une maison de jeu de hasard, établi ou tenu des maisons de prêt sur gages ou nantissement sans autorisation légale, ou pour n'avoir pas tenu, étant autorisés, le registre prescrit par les règlements;

10° Ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement du chef de certaines infractions à la loi sur le recrutement;

11° Les condamnés pour délit d'usure;

12° Les interdits;

13° Les faillis non réhabilités.

Sont exclus temporairement, pendant cinq ans à dater de l'expiration de leur peine, les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique, pour outrages publics envers un juré, à raison de ses fonctions, ou envers un témoin à raison de sa déposition, pour délits prévus par la loi sur les attroupements, et pour infractions à la loi sur le colportage.

Ces cas d'exclusion devraient être inscrits dans notre loi électorale, avec cette modification déjà indiquée, que toute condamnation pour les délits énumérés sub nos 4° et 5° entraînerait l'exclusion.

Il m'est impossible d'admettre, notamment, que les falsificateurs de denrées alimentaires et les marchands faisant usage de faux poids et de fausses mesures soient considérés comme restant dignes d'exercer leurs droits électoraux, parce que l'indulgence des juges ne les aurait frappés que d'une peine inférieure à trois mois d'emprisonnement.

PROPOSITION.

ART. 47.

« La Chambre des Représentants se compose de députés élus par le suffrage universel direct.

Sont électeurs tous les Belges jouissant de leurs droits civils et politiques, âgés de 25 ans au moins au moment où les listes électorales seront dressées.

Toutefois, la loi électorale pourra subordonner l'exercice du droit électoral à certaines conditions de résidence et de capacité, et déterminer les causes d'indignité qui excluent le citoyen du corps électoral à titre définitif ou temporaire.

La loi électorale étant une loi organique essentielle, aucune loi électorale ne sera promulguée que si elle a été votée par la Chambre des représentants à la majorité des deux tiers des votants, les deux tiers des membres étant, d'autre part, présents au vote. »

GUSTAVE SABATIER.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

XVI.

Voorstel betreffende de herziening van artikel 47 der Grondwet.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

Geleid door 's lands belang, moeten we trachten voor artikel 47 eenen tekst te vinden, van aard om in ruime mate iedere gezindheid te bevredigen.

Dat is voorwaar niet gemakkelijk, doch onmogelijk is het niet, en met goeden wil zullen we daartoe komen.

Twee voorwaarden schijnen onontbeerlijk om dien zoo wenschelijken uitslag te verwerven :

1^o Men mag in den tekst der Grondwet geen en hinderpaal hoegenaamd stellen aan de grootst mogelijk uitbreiding van het stemrecht en bijgevolg aan de invoering, binnen een min of meer verwijderd tijdperk, van het meest uitgebreid algemeen stemrecht ;

2^o Men moet de kieswet toelaten, de uitoefening van het stemrecht ondergeschikt maken aan al de voorwaarden van verblijf en bekwaamheid die de wedgever raadzaam oordeelen zou. Dat dient niet verboden te worden. De tekst van artikel 47 moet niet gebiedend zijn.

Met een woord, het is wenschelijk dat er noch in dezen noch in genen zin een hinderpaal besta.

Toch moeten er in de Grondwet waarborgen geschreven worden, ten einde de kieswet voor partijaanslagen te beveiligen.

Die waarborgen zal men vinden in de meerderheid van twee derden, zoo als door den achtbaren heer Nothomb wordt voorgesteld ; doch volgens mij is het voldoende die meerderheid maar te eischen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Onbetwistbaar is het algemeen stemrecht het kiesstelsel der toekomst; hetzij men wille of niet, 't zou gevaarlijk wezen zekere richtingen der openbare denkwijze te bestryden, onder andere de democratische richting.

De bestrijders van het algemeen stemrecht, die voor het stelsel van bewoning en inbezithouding zyn, weten waaraan zich in dat opzicht te houden. Zij erkennen, ten minste stilzwijgenderwijs, dat het maar een eerste stap is.

Het bewijs daarvan ligt in hunne voorstellen zelve, want zij trachten het stemrecht zooveel mogelijk uit te breiden, en blijkbaar dringen zy maar aan om de nieuwe grondslagen van het stemrecht in de Grondwet zelve te doen opnemen, met de hoop zooveel mogelijk het invoeren van het algemeen stemrecht door de bezwaren eener nieuwe herziening te vertragen.

Mijns inziens, is dat geene goede politiek. Gezien den staat der openbare denkwijze, ware 't zeer betreuren swaardig in de Grondwet eenen tekst op te nemen waarbij een bekrompen, een beperkt kiesstelsel zou worden tot stand gebracht, en dat als 't ware slechts onrechtstreeks het behoud van het cynsstelsel zou wezen.

Naar mijn oordeel, mag het grondbeginsel van het algemeen stemrecht zonder bezwaar van nu af in de Grondwet vermeld worden. Dat is het programma der liberale vereeniging van Charleroi; daaraan wil ik getrouw blijven.

Derhalve neem ik de eerste paragraaf aan van het voorstel der heeren Janson en medeleden :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers wordt verkozen bij rechtstreeksch algemeen stemrecht; » echter ware 't beter het op te stellen als volgt :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers bestaat uit afgevaardigden, verkozen bij rechtstreeksch algemeen stemrecht », vermits deze tekst meer zou overeenkomen met den thans bestaanden tekst van artikel 47.

Maar ik acht het niet aannemelijk dat men aan de kieswet de zorg overlate om den ouderdom te bepalen waarop het kiesrecht uitgeoefend zal worden en haar van den anderen kant slechts toelate de voorwaarden van wettig woonverblijf en de klassen van burgers te bepalen die, uit hoofde van onwaardigheid, bestendig of tijdelijk buiten het kiezerskorps gesloten zullen worden.

Voor mij is de ouderdom eene hoofdzakelijke voorwaarde. Dat heb ik altijd gezegd en met name aan afgevaardigden der liberale Vereeniging van het arrondissement Charleroi, toen bij de jongste verkiezingen de kandidaten voor de Kamer moesten aangeduid worden.

In iedere grondwet is de ouderdom bepaald waarop de burgers kiezer worden.

Uit het kiezerskorps moet men diegenen verwijderen, die hoegenaamd geene ondervinding van zaken hebben et bitter weinig van den levenswandel kennen.

Zoo het burgerlijk Wetboek de meerderjarigheid heeft bepaald op 21 jaar, voor alle handelingen die het burgerlijk leven betreffen, toch mag er niet uit het oog verloren worden dat het Wetboek ons uit Frankrijk is gekomen

en men in dat land, om den ouderdom der meerderjarigheid te bepalen, rekening diende te houden met de vroegtijdige ontwikkeling der zuiderbevolking.

In België zou de ouderdom der meerderjarigheid veeleer moeten verschoven worden.

Daarom stel ik het volgende voor :

Zijn kiezers, alle Belgen die hunne burgerlijke en politieke rechten genieten, minstens 25 jaar oud zijn op 't oogenblik dat de kiezerslijsten opgemaakt worden.

De andere voorwaarden zouden door de kieswet bepaald worden. Onder die voorwaarden behoort de bekwaamheid naast het verblijf.

Persoonlijk ben ik geen voorstander van de voorwaarde van *kunnen lezen en schrijven*.

Vele burgers die niet meer kunnen lezen en schrijven, omdat zij daarvan de gewoonte hebben verloren, zijn onbetwistbaar in staat om het stemrecht uit te oefenen.

De uitbreiding van het stemrecht geschiedt vooral om voldoening te geven aan de werkende klas; evenals men uit de wet van 29 augustus 1889 op de werkrechtcraden (1) de voorwaarden van lezen en schrijven weglief, omdat zij van aard was uitmuntende bestanddeelen der werkende klas uit te sluiten, moet men, zeg ik, de voorwaarde van lezen en schrijven niet opleggen op 't oogenblik der inschrijving op de kiezerslijsten.

Dat is overigens te onbepaald, te onzeker, en 't is te weinig, indien men van den kiezer eene wezenlijke verstandelijke bekwaamheid, wat het onderwijs betreft, wil eischen.

Doch het geldt hier den tekst die in de Grondwet moet opgenomen worden. Welnu, vele onzer medeleden zullen het algemeen stemrecht maar willen aannemen wanneer het gepaard gaat met voorwaarden van bekaamheid.

Dus moeten zij, om zich met het nieuw artikel 47 te vereenigen, in de kieswet de voorwaarden van bekwaamheid kunnen vinden, zonder welke zij het algemeen stemrecht niet zullen aannemen.

't Is onmogelijk die voorwaarden in de Grondwet te schrijven; zoo doende zou men gevaar loopen het noodig getal toetreders voor den nieuwen tekst niet te vinden. Het zelfde zou te duchten zijn, indien men zich hield aan den door den heer Janson en medeleden voorgestelden tekst.

Volgens mij zou het stemmen eener wet, die het verplichtend onderwijs uitroept als toevoegsel aan het algemeen stemrecht, volstaan; maar ik denk dat het, om de toetreding te verwerven van diegenen onzer medeleden die overtuigde voorstanders zijn van 't bekwaamheidsstelsel, zooals het werd ingericht door de wet van 1885, onontbeerlijk is aan de kieswet de zorg over te laten om dat vraagstuk op te lossen en in de Grondwet niets bepaalds te regelen.

(1) Met reden deed de achtbare heer Janson zulks uitschijnen in de voordracht die hij, enige dagen vóór de jongste verkiezingen, te Charleroi hield.

't Is daarom dat ik voorstel te zeggen :

De kieswet zal echter de uitoefening van het kiesrecht kunnen ondergeschikt maken over zekere voorwaarden van verblijf en bekwaamheid.

De vorm « zal... kunnen » enz., duidt voor den wetgever slechts een vermogen aan. Indien men zegde : « *De voorwaarden van verblijf en bekwaamheid worden bepaald...* », dan zou men den wetgever de verplichting opleggen zekere voorwaarden te bepalen, of ten minste zou men kunnen beweren dat de Grondwet het stemrecht wil doen afhangen van voorwaarden van verblijf en bekwaamheid, den wetgever enkel de zorg overlatende om die voorwaarden te bepalen, doch hem bevelende er op te leggen.

Deze bedenking is toepasselijk op de paragraaf van het voorstel Janson betreffende de burgers die als onwaardig buiten het kiezerskorps moeten gesloten worden.

Wanneer men zegt dat de kieswet de klassen opsomt..., enz., beslist men dan niet stilzwijgenderwijs dat er noodzakelijk klassen van onwaardigen moeten wezen? Zonder moeite neem ik zulks aan, doch hier nogmaals is 't beter rekening te houden met de meening van hen die niemand willen uitsluiten en ze in staat te stellen artikel 47 te stemmen, aan de kieswet de oplossing overlatende van de vraagstukken waarover men het zoo niet onmogelijk, dan toch moeilijk eens kan worden.

Dus bied ik den volgenden tekst aan voor artikel 47 der Grondwet :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers wordt samengesteld uit afgevaardigden gekozen door het rechtstreeksch algemeen stemrecht.

Zijn kiezers alle Belgen die hunne burgerlijke en politieke rechten genieten, en minstens 25 jaar oud zijn op 't oogenblik dat de kiezerslijsten opgemaakt worden.

De kieswet zal echter de uitoefening van het kiesrecht kunnen ondergeschikt maken aan zekere voorwaarden van verblijf en bekwaamheid, en de redenen van onwaardigheid bepalen, welke den burger, hetzij bestendig of tijdelijk buiten het kiezerskorps sluiten.

Daar de kieswet eene hoofzakelijk organieke wet is, zal geene enkele kieswet worden uitgevaardigd die niet gestemd is geworden door de Kamer van volksvertegenwoordigers met de meerderheid van de twee derden der stemmende leden, daarenboven de twee derden der leden bij de stemming aanwezig zijnde. »

De kieswet zal noodzakelijk gestemd worden terzelfder tijd als de herziening en als gevolg van het nieuw artikel 47.

Dus zal zij de meerderheid van twee derden moeten vereenigen. Met het oog op het tegendeel, zou er in de Grondwet eene overgangsbepaling moeten staan, naar luid van welke de verkiezingen zullen blijven geschieden volgens de kieswet die van kracht is op 't oogenblik der herziening.

Nog moet ik uitleggingen geven over de drie hoofdpunten der kieswet :

- 1^o Verblijf ;
- 2^o Bekwaamheid ;
- 3^o Onwaardigheid.

Wat het verblijf betreft, schijnt het mij voldoende een vast verblijf van twee jaar te eischen — maar eenen korteren tijd zou ik niet stemmen. Immers, men dient de als 't ware zwervende bestanddeelen verwijderd te houden, en een verblijf van zes maanden, zooals de fransche wet voorschrijft, geeft aanleiding tot bedrog, vermits het toelaat zeker getal kiezers van het eene punt des grondgebieds naar het andere over te brengen, welke kiezers in eene zeer betwiste verkiezing over de stemming zouden beslissen indien de uitslag afhing van een beperkt getal stemmen. Het organiek decreet van 2 Februari 1852 eischt inderdaad maar het vereenigen der voorwaarden van ouderdom en verblijf op het oogenblik dat de kiezerslijsten *bepaald* worden gesloten.)

Wat de bekwaamheid betreft, mij dunkt dat het voldoende zal wezen het verplichtend onderwijs uit te roepen, bepalingen aannemende gelijk die van het wetsontwerp dat den 30ⁿ Juni 1883 door het liberaal ministerie aangeboden werd.

Na een zeker getal jaren zal de voorwaarde van te kunnen lezen en schrijven feitelijk verwezenlijkt zijn.

Men dient overigens niet uit het oog te verliezen dat de verhouding van 't getal ongeletterden op zeer merkbare wijze schijnt te verminderen.

Wat de uitsluitingen betreft, ben ik van meening dat men van het kiezerskorps moet uitsluiten :

- 1^o De ondersteunden; zij verkeerden niet in voorwaarden van onafhankelijkheid die vertrouwen in de vrijheid hunner stemming kunnen inboezemen;
- 2^o De veroordeelden tot zekere straffen.

In dat opzicht kan men de fransche wet tot voorbeeld nemen. Doch het schijnt mij dat men zich strenger moet toonen en de uitsluiting niet doen afhangen van den duur der straf, zooals het met zekere gevallen dier wet gebeurt, maar van den aard des wanbedrijfs.

Immers, wat de burgers onwaardig maakt van de uitoefening van het kiesrecht is inderdaad de verdorvenheid en de geest van bedrog, aan 't licht gebracht door de misdaad of het wanbedrijf waaraan de burger zich schuldig maakte.

't Is niet nutteloos hier de gevallen van uitsluiting, door de fransche kieswet voorzien, op te sommen.

Zijn voor goed uitgesloten :

- 1^o Zij die veroordeeld geweest zijn tot lijfstraffen of onteerende straffen of tot straffen van gevangenzitting, wegens misdaad, uit hoofde van verzachtende omstandigheden uitgesproken ;

2^o De veroordeelden wegens openbare schennis der zeden of wegens aanslag op de zeden door de ontucht of verdorvenheid der jeugd aan te hitsen, te begunstigen of gewoonlijk te vergemakkelijken ;

3^o De veroordeelden wegens diefstal, aftroggelarij, misbruik van vertrouwen, ontvreemding der openbare penningen ;

4^o De veroordeelden wegens verkoopen of slijten van vervalschte dranken, die voor de gezondheid schadelijke bestanddeelen inhouden, wegens bedrog omtrent den titel der gouden of zilveren voorwerpen, de hoedanigheid der edelgesteenten, den aard van welkdanige koopwaren ook, het gebruik van valsche maten of gewichten, wanneer de straf, waarmede bedreigd wordt drie maanden gevangenzitting belooft ;

5^o De veroordeelden wegens vrijwillige vernietiging der boeken, minuten of oorspronkelijke akten van de openbare overheid, van titels, wisselbrieven, wissels, handels- of bankpapier houdende of teweegbrengende eene schuldbe-kentenis, eene beschikking of eene ontlasting ; wegens 't bederven, door 't gebruik eener bijtende vloeistof of door elk ander middel, van de koopwaren, grondstoffen of om 't even welke gereedschappen dienende tot de fabricatie ; wegens verwoesting der te veld staande oogsten of der plantsoenen natuur-lijk opgeschoten of door menschenhand gekweekt ; wegens vermindering van eenen boom op zulke wijze afgesneden of ontschorst dat hij moet vergaan ; wegens vernietiging van eene of verscheidene entingen ; wegens het vergifti-gen van paarden of andere trek- rij- of lastdieren, vee, schapen, geiten, varkens, visschen in de vijvers, kommen en vergaarbakken, wanneer de straf, waarmede gedreigd wordt, drie maanden gevangenzitting te boven gaat.

6^o De notarissen, griffiers en openbare ambtenaren, welke krachtens von-nissen of rechterlijke besluiten afgesteld zijn ;

7^o De personen veroordeeld tot meer dan drie maanden gevangenisstraf ui hoofde van kiesovertredingen (valsche kiezers, verduistering van stembriefjes inhoudende de stemming van burgers, kiesdwang, beledigingen jegens leden van kiesbureelen in de uitoefening van hunne bediening, enz.) ;

8^o De veroordeelden voor landlooperij en bedelarij ;

9^o De personen die veroordeeld werden wegens het houden van een huis van kansspel, die beleening en pandjeshuizen hebben opgericht of gehouden zonder wettige machtiging of die, waar zij die machtiging bekwamen, niet het door de reglementen voorgeschreven register hebben gehouden ;

10^o De personen die tot gevangenisstraf zijn veroordeeld geweest uit hoofde van zekere overtredingen van de wet op de werving ;

11^o De veroordeelden voor misdrijf van woeker ;

12^o De onder voogdij staanden ;

13^o Degenen die failliet gingen en niet in eere hersteld werden.

Zijn tijdelijk uitgesloten, gedurende vijf jaar na afloop der straf, de veroordeelden tot meer dan een maand gevangenisstraf wegens opstand, smaad en gewelddaden jegens de vertegenwoordigers der overheid of der openbare macht, wegens openbare belediging jegens een gezworene uit hoofde zijner bediening of jegens een getuige uit hoofde zijner getuigenis, wegens mis-

drijven, voorzien door de wet op de samenscholingen, wegens overtredingen van de wet op de rondleurtherij.

Die gevallen van uitsluiting zouden moeten geschreven worden in onze kieswet, met deze reeds aangeduide wijziging, dat elke veroordeeling voor de overtredingen, opgesomd onder n^{os} 4 en 5, de uitsluiting zoude na zich slepen. Het is mij, namelijk, onmogelijk aan te nemen, dat de vervalschers van eetwaren en de kooplieden, die gebruik maken van valsche gewichten en valsche maten, zouden aanschouwd worden, als waardig gebleven hun kiesrecht uit te oefenen, omdat de toegevendheid der rechters hen getroffen had met eene straf van minder dan drie maanden gevangenzitting.

VOORSTEL.

ARTIKEL 47.

« De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt saamgesteld uit afgevaardigden gekozen door het rechtstreeksch algemeen stemrecht.

Zijn kiezers alle Belgen die hunne burgerlijke en politieke rechten genieten en minstens 25 jaar oud zijn op het oogenblik dat de kiezerslijsten opgemaakt zullen worden.

De kieswet zal echter de uitoefening van het kiesrecht kunnen ongeschikt maken aan zekere voorwaarden van verblijf en bekwaamheid en de redenen van onwaardigheid bepalen, welke den burger buiten het kiezerscorps sluiten, hetzij bestendig of tijdelijk.

Daar de kieswet eene hoofdzakelijk organieke wet is, zal geene enkele kieswet worden uitgevaardigd die niet gestemd is geworden door de Kamer van volksvertegenwoordigers met de meerderheid van de twee derden der stemmende leden, daarenboven de twee derden der leden bij de stemming aanwezig zijnde. »

GUSTAVE SABATIER.
